

Décision n°D_2024_276

INFORMATIQUE

SOUSCRIPTION D'UN ABONNEMENT A UNE SOLUTION ANTIPHISHING

Nous, Pierre-Emmanuel GIBSON, Président du SIVOM de la Communauté du Béthunois,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5211-10,

Vu la délibération n° 1-06 du Comité syndical en date du 16 juillet 2020 modifiée les 26 mars 2021 et 22 juin 2022, autorisant le Président, notamment à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant les recommandations de l'ANSSI, découlant du parcours initial du plan France Relance Parcours Cybersécurité, visant à renforcer le niveau de sécurité du système d'information,

Considérant que la souscription d'un abonnement pour 12 mois au service «avantdecliquer.com », visant à sensibiliser et mettre en situation les utilisateurs face au risque du phishing arrive à son terme le 15 janvier 2025,

Considérant que la solution « avantdecliquer.com » utilisée par le SIVOM de la Communauté du Béthunois est une solution créée par la société SARL AVANT DE CLIQUER qui a délivré une attestation d'exclusivité,

En application de l'article R.2122-3.3° du code de la commande publique,

DECIDONS :

ARTICLE 1er : de signer le bon de commande faisant référence au devis relatif à la souscription d'un abonnement au service « avantdecliquer.com », visant à sensibiliser et mettre en situation les utilisateurs face au risque du phishing pour une durée de 24 mois, du 16 janvier 2025 au 15 janvier 2027, avec la société SARL AVANT DE CLIQUER située 129 rue Edouard Delamare Deboutteville - 76160 Saint-Martin-du-Vivier, pour un montant total de 3 576,00 € HT.

ARTICLE 2 : les dépenses seront imputées au budget principal sur la compétence 140 (service informatique).

ARTICLE 3 : la Directrice Générale des Services du SIVOM de la Communauté du Béthunois et la Responsable du Service de Gestion Comptable de Béthune sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Béthune,



Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux par saisine de son auteur ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.